

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Annecy, le **4 AOUT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur



ALPINE INDUSTRY

74 avenue de la République
CRAN GEVRIER
74960 ANNECY

Références : 20220615-RAP-RapportInspectionGeorisquesAlpineAluminium.odt

1) Contexte

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 juin 2022 dans l'établissement ALPINE INDUSTRY implanté 74 Avenue de la République CRAN GEVRIER 74960 ANNECY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPINE INDUSTRY
- 74 avenue de la République Cran Gevrier 74960 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006104583
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société « Alpine Aluminium » (n° SIRET 812 576 957 00011) exploitait à Annecy – Cran-Gevrier une usine de transformation d'aluminium. Ce site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 2010 pris au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et mis à jour par arrêté préfectoral du 19 octobre 2018.

Par jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a prononcé la liquidation judiciaire de la société. Dans un autre jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a arrêté un plan de cession des actifs de la société Alpine Aluminium au profit des

sociétés SAMFI INVEST et INDUSTRY avec faculté de substitution générale au profit des SAS ALPINE INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM et ALPINE STEEL (à ce moment dénommées HOLDCO 101, HOLDCO 11 et HOLDCO 12). Ces trois sociétés ont depuis le 3 décembre 2019 leur siège social établi au 74 avenue de la République, 74960 ANNECY. Dans son offre déposée le 14 novembre 2019, le candidat avait précisé que la société ALPINE ALUMINIUM SAS (SIREN n° 852 006 089) acquerrait l'ensemble des stocks et actifs d'exploitation de la société Alpine Aluminium.

Les sociétés repreneuses sont à considérer comme ayant-droit de l'ancien exploitant. En effet, il ne s'agit pas d'une reprise partielle d'actifs, le tribunal ayant validé une offre de reprise visant l'ensemble des actifs corporels et incorporels. Aucune procédure de mise à l'arrêt définitif n'ayant été mise en œuvre par l'ancien exploitant ni par le liquidateur le repreneur se trouve dans une position d'exploitant de fait. Dans ces conditions il lui incombait d'engager une procédure de demande d'autorisation de changement d'exploitant, les installations du site étant soumises aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement (installation figurant dans la liste annexée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 pris au titre de l'article R.516-1 du code de l'environnement).

Lors d'une visite d'inspection réalisée le 16 septembre 2020 monsieur Frank Supplisson, représentant les sociétés précitées, avait manifesté son intention de ne pas poursuivre l'exploitation en tant que telle.

Dans ces conditions, monsieur le préfet de la Haute Savoie a pris le 2 mars 2021 l'arrêté n° 2021-0027 mettant en demeure les 5 sociétés précitées de manière solidaire de présenter sous un délai de 2 mois une demande d'autorisation de changement d'exploitant et d'engager sous le même délai la procédure de mise à l'arrêt des installations. Une telle demande a été adressée au préfet le 12 mai 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- pollution des sols.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mesures conservatoires	AP de Mesures Conservatoires du 02/05/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux précédentes inspections avaient permis de constater une très mauvaise gestion environnementale du site par le repreneur et une occupation et un accès au site par de nombreuses personnes tierces. Cette situation avait conduit à la signature par le préfet d'un arrêté préfectoral de mesures conservatoires le 2 mai 2022.

Les constats effectués le 15 juin 2022 ont mis en évidence une réaction sérieuse et efficace de l'exploitant. Sous la supervision du cabinet Advice Environnement, les obligations imposées par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 ont été globalement satisfaites. Il subsiste deux actions à finaliser qui s'inscrivent dans la chronologie des opérations : terminer le nettoyage des sols de l'atelier de laminage et de l'atelier disques, et transmettre à l'inspection les derniers justificatifs d'élimination de déchets.

Par ailleurs lors de l'inspection il a été constaté l'absence d'occupation du site par des tiers, à l'exception du local de messagerie UPS. Cette dernière occupation ne nous paraît pas générer de problème particulier. Cependant elle n'est administrativement pas possible tant que la procédure de mise à l'arrêt des installations n'aura pas été finalisée. Il est demandé son déménagement sous un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 02/05/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précise le destinataire des mesures prescrites par l'article 2 du même arrêté.</p> <p>En l'absence de déclaration de changement d'exploitant à la date de publication de l'arrêté préfectoral, les mesures ont été prescrites solidairement aux sociétés bénéficiaires du plan de cession arrêté par le jugement du tribunal de commerce du 3 décembre 2019 : SAMFI INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM, ALPINE INDUSTRY et ALPINE STEEL.</p> <p>L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 prescrit un certain nombre de mesures conservatoires visant à limiter les conséquences des différents incendies et pollutions intervenus sur le site qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République à Annecy :</p> <ul style="list-style-type: none">• Réparer le toit de l'atelier de laminage ayant été détruit par un incendie afin de stopper l'introduction d'eaux de pluie dans l'atelier ; délai : 15 jours suivant la notification de l'arrêté.• Faire nettoyer par une entreprise spécialisée l'ensemble des sols recouverts de traces d'hydrocarbures. Cette disposition concerne les sols de l'ancien atelier de laminage et les différents sous-sols du bâtiment. Les liquides devront être recueillis et confiés à des entreprises spécialisées dans la collecte et le traitement des déchets dangereux ; délai : 15 jours suivant la notification de l'arrêté.• Retirer l'ensemble des matériaux déposés dans les fosses de l'atelier de laminage et faire nettoyer par une entreprise spécialisée les hydrocarbures présents dans ces fosses ; délai : 15 jours suivant la notification de l'arrêté.• Mettre en place un gardiennage et une surveillance du site. Les parties présentant des risques de pollution accidentelle de par les produits ou déchets encore présents devront être isolés au moyen de clôtures solides ; délai : 3 jours suivant la notification de l'arrêté.• Interdire l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations (entreprises démantelant les installations, mettant en sécurité le site, reprenant les déchets présents, réalisant les investigations nécessaires aux diagnostics environnementaux); délai : 3 jours suivant la notification de l'arrêté. Cette interdiction ne s'applique pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du site avenue de la République, à condition qu'un dispositif efficace de séparation empêchant l'accès au reste du site soit mis en place.• Faire éliminer l'ensemble des déchets et produits dangereux présents sur le site. L'élimination de ces déchets devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet dans le cadre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. L'ensemble des documents justificatifs de cette élimination devra être adressé à l'inspection des installations classées dès réception.

Sont notamment concernés par cette élimination :

- le contenu des citernes présentes sur le site
- les fûts présents dans le sous-sol de l'atelier de laminage
- le contenu des cuves de traitement et des bennes de transport des boues de la station d'épuration des eaux
- les produits et déchets stockés sous un auvent au droit de la station d'épuration
- les fûts contenant à priori des terres de filtration des fluides de laminage
- les fûts contenant des laques et solvants
- et tout produit ou déchet dangereux susceptible d'être présent sur le site.

Délai : 15 jours suivant la notification de l'arrêté.

• Faire réaliser par un bureau d'études spécialisé une étude de sols destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site, et à proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluants. ; délai : 1 mois suivant la notification de l'arrêté.

Constats :

Le 12 mai 2022 la préfecture de Haute Savoie a été destinataire d'une demande de changement d'exploitant et d'une notification de cessation d'activité concernant le site établies par la société ALPINE INDUSTRY. Ces deux demandes vont faire l'objet d'une instruction spécifique au cours de laquelle seront notamment examinées les capacités techniques et financières de la société ALPINE INDUSTRY.

Lors de l'inspection monsieur Collasuonno nous a confirmé que c'est cette société qui le mandate et doit être considéré comme exploitant.

La visite d'inspection effectuée le 15 juin 2022 a porté sur un tour relativement complet du site et a permis les constats suivants:

- Le toit de l'atelier de laminage ayant été détruit par un incendie a été réparé. Une bâche aurait été mise en place le 29 avril en mesure d'urgence avant la réparation définitive.

- Les sols des sous sols qui étaient imbibés d'hydrocarbures lors des précédentes inspections ont été nettoyés. Des rouleaux de papier absorbant ont été laissés en place afin de peaufiner ce nettoyage. Ils seront le cas échéant remplacés s'ils se saturent. En ce qui concerne les sols de l'atelier de laminage, un nettoyage final reste à réaliser une fois l'ensemble des machines démantelé. Une zone reste chargée en hydrocarbures dans l'atelier disques du côté de l'atelier laminage.

- Monsieur Colasuonno nous a précisé que les fosses imbibées d'hydrocarbures avaient été vidées de leurs remblais, nettoyées et remblayées à nouveau pour des raisons de sécurité.

- Le portail fermant l'accès est opérationnel. Il aurait été remis en état à la fin du mois de mars. La société One Protect est présente au poste d'entrée de 8h00 à 18h00. Elle assure également des rondes nocturnes horaires.

- Lors de l'inspection, nous n'avons rencontré aucune personne tierce aux opérations de démantèlement ou de dépollution. En particulier personne n'était présent dans les locaux occupés par des activités artisanales diverses et ceux ci étaient fermés. Le bâtiment administratif, dans lequel l'arrêté préfectoral de mise en demeure permet des activités diverses, était séparé du site de production par des barrières Heras. Il conviendra qu'Alpine Industry s'assure régulièrement de l'efficacité de cette barrière. Les activités de fourrière et de casse automobiles constatées lors de l'inspection du 29 mars avaient quitté les lieux. Une exception toutefois : la société UPS occupe toujours l'ancien magasin d'expédition des disques au nord du site en face du poste de gardiennage ; il s'agit d'un secteur à priori peu impacté par les anciennes activités de l'usine.

- L'ensemble des produits et déchets dont la présence avait été constatée en différents lieux lors des précédentes inspections a été évacué : hangar DIS, magasin laques, hangar à caisses, hangar à

déchets métal, station d'épuration. Pour cette dernière les cuves et bennes à boues ont été vidées. Il subsistait lors de la visite des restes de boues dont l'évacuation nous a été ensuite confirmée par courriel du 23 juin de monsieur Colasuonno.

Une partie des justificatifs d'élimination a été jointe au dossier de notification de fin d'activité reçu le 12 mai ; ceux relatifs aux opérations ultérieures devront nous être envoyés.

- En ce qui concerne les irisations dans le Thiou monsieur Colasuonno nous a fait part par courriel du 23 mai des premières investigations réalisées. Il apparaît l'existence de quelques passages de petit diamètre partant du sous-sol de l'atelier de laminage et rejoignant les canaux souterrains de fuite d'une ancienne centrale électrique. La fonction de ces passages lorsque l'atelier était en fonctionnement est inconnue, vraisemblablement l'évacuation d'eaux non polluées telles que des condensats. Ils ont pu constituer un point de passage des eaux d'extinction des incendies provoqués par le démantèlement réalisé de façon non maîtrisée par le repreneur. Aucune irisation n'était visible sur le Thiou lors de notre visite. En ce qui concerne l'étude de sols demandée, un certain nombre d'éléments relatifs aux hydrocarbures figurent dans le diagnostic global du site envoyé le 26 juillet 2022 par Alpine Industry. Ils vont être analysés par l'inspection dans les prochaines semaines.

En conclusion on peut considérer que des actions sérieuses ont été engagées afin de satisfaire aux obligations imposées par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022. Il reste à finaliser le nettoyage de l'atelier de laminage et d'une partie de l'atelier disques, ainsi qu'à fournir les justificatifs d'élimination de déchets qui n'étaient pas joints au dossier envoyé le 12 mai.

En ce qui concerne l'occupation du site, la majeure partie des personnes dont la présence n'était pas compatible avec le site qui reste sous la police des installations classées, n'était pas présente lors de l'inspection. Il subsiste cependant la présence du dépôt de messagerie UPS en partie nord. Bien que par son emplacement il ait peu d'interaction avec les anciens ateliers de production, sa présence reste incompatible avec la situation administrative actuelle du site. Il est proposé de demander par lettre préfectorale son déménagement sous un délai de 2 mois. Par ailleurs l'efficacité de la clôture séparant le bâtiment administratif du reste du site devra être vérifiée régulièrement.

Observations :

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : lettre de suite préfectorale